



## Documents pour l'histoire des techniques

Nouvelle série

15 | 1<sup>er</sup> semestre 2008

Minorités et circulations techniques du Moyen-Âge à l'époque Moderne

---

### Patrick Mortal, *Les armuriers de l'État du Grand Siècle à la globalisation, 1665-1989*

Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2007, 335 pages.

Philippe Destable

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/dht/1059>

ISSN : 1775-4194

#### Éditeur :

Centre d'histoire des techniques et de l'environnement du Cnam (CDHTE-Cnam), Société des élèves du CDHTE-Cnam

#### Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2008

Pagination : 219-221

ISBN : 978-2-95-30779-1-9

ISSN : 0417-8726

#### Référence électronique

Philippe Destable, « Patrick Mortal, *Les armuriers de l'État du Grand Siècle à la globalisation, 1665-1989* », *Documents pour l'histoire des techniques* [En ligne], 15 | 1<sup>er</sup> semestre 2008, mis en ligne le 22 octobre 2010, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/dht/1059>

---

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Tous droits réservés

---

# Patrick Mortal, Les armuriers de l'État du Grand Siècle à la globalisation, 1665-1989

Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2007, 335 pages.

Philippe Destable

---

## RÉFÉRENCE

Patrick Mortal, *Les armuriers de l'État du Grand Siècle à la globalisation, 1665-1989*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2007, 335 pages.

- 1 La production d'armes en France n'avait pas manqué jusqu'ici d'éveiller la curiosité des historiens. Mais les analyses, souvent limitées aux dimensions d'une approche monographique, étaient demeurées partielles et fragmentaires. Tiré d'une thèse de doctorat soutenue en septembre 2004 à l'université de Lille III sous la direction de Jean-François Eck, l'ouvrage de Patrick Mortal éclaire d'un jour nouveau et inspiré un univers que l'auteur examine sous l'angle particulièrement révélateur de la longue durée. L'étude entreprise est ambitieuse : partant de l'ouverture du Magasin royal de la Bastille, en 1665, qui vise à uniformiser par le monopole l'équipement des armées du royaume, elle s'étend jusqu'à l'adoption par l'Assemblée nationale, le 8 décembre 1989, du projet de loi qui met fin au statut des arsenaux de l'Armée de terre transformés en GIAT-industries. Cette histoire, longue de plus de trois siècles, met en lumière l'imbrication souvent conflictuelle du progrès technique et du changement social.
- 2 Pour mener à bien son projet, Patrick Mortal s'est appuyé sur un ensemble de sources très variées, recueillies notamment auprès du Service Historique de la Défense, des Archives nationales et départementales ou des organisations syndicales. Cette diversité documentaire est particulièrement féconde. Au fil des chapitres, organisés selon une

progression chronologique, elle offre la possibilité d'un regard croisé, tout en permettant une approche différenciée des groupes qui firent l'identité politique et sociale des Arsenaux : entrepreneurs, maîtres et compagnons de l'Ancien Régime, ouvriers de l'État, ingénieurs de l'Armement et représentants de l'autorité publique. « Du Grand Siècle à la globalisation », la scansion de ces destins collectifs entremêlés est rythmée par des pulsations de nature différente.

- 3 La première dynamique est d'ordre technique. Le système de production d'armes n'évolue guère avant 1860. Jusqu'à cette date, il s'inscrit dans le cadre de la fabrique relayée par l'usine et, plus encore, dans celui la « boutique », cellule élémentaire de fabrication, dont la longévité tient, comme dans d'autres secteurs, à sa souplesse autant qu'au fait qu'elle n'interdit ni la spécialisation, ni la division du travail (chap. 1). Le marchandage du devis, qui fixe le prix des pièces, demeure le sujet principal de conflits récurrents et de compromis laborieux, établis sous la double contrainte du marché – par la voix des entrepreneurs – et de l'État – représenté par les inspecteurs et les ingénieurs militaires. La révolution combinée de l'acier et de la poudre sans fumée, mise au point par Vieille en 1886, ouvre une ère nouvelle, celle du fusil Lebel, de l'arme à répétition, de l'obus à la mélinite et du canon de 75. L'impératif d'interchangeabilité, l'envolée des budgets militaires et la massification des effectifs imposent une concentration de la production – c'est le temps des « manus », à Tulle, à Châtellerauld, à Saint-Étienne... – et une nouvelle organisation du travail. Tayloristes avant Taylor, le capitaine d'artillerie Ply et le contrôleur général Enjalbert dessinent au tournant du siècle les contours d'une usine rationnelle, uniformisée et contrôlée (chap. 4). Dans les deux décennies qui suivent la Seconde Guerre mondiale, la relance de la production des blindés – le char AMX sous des différentes versions – et la fabrication en grande série du fusil d'assaut FAMAS provoque une entrée précoce dans l'ère post-taylorienne : l'atelier flexible et le boxe de production – inspiré du « modèle Volvo » – remplacent la ligne de montage. La logique fonctionnelle se substitue à la cohérence technique pour l'organisation de la direction de la production tandis que se multiplient les corps spécialisés d'ingénieurs (chap. 9).
- 4 De 1665 à 1989, les travailleurs de l'État connaissent cinq statuts successifs, chacun d'entre eux visant à restaurer un équilibre sociopolitique rompu. La Révolution inaugure la crise du privilège. En abolissant les libertés corporatives, elle impose un nouveau cadre. La loi du 19 août 1792 offre une représentation, un salaire minimal et surtout un droit à la retraite – une première, pour des civils – à des ouvriers embauchés dans des manufactures devenues nationales. La parenthèse révolutionnaire est refermée par l'ordonnance du 12 mars 1819 qui instaure l'adjudication généralement décennale de l'exploitation – l'État restant propriétaire de l'entreprise – et fixe le statut des armuriers pour le siècle. Les « libres » seront désormais distingués des « immatriculés », astreints à un engagement mais récompensés par la pension. Voulues par les directeurs et portées par le paternalisme impérial – première et seconde manières –, les « masses de secours » complètent le dispositif en créant des caisses mutualistes à même de parer les ouvriers des vertus d'épargne et de prévoyance. Avec la Troisième République, le système de l'immatriculation atteint cependant ses limites car il ne permet plus d'encadrer et de maintenir les effectifs. Il faut trouver les moyens d'attacher les travailleurs à l'État républicain, tout en leur accordant des avantages suffisants pour les tenir éloignés du socialisme et du syndicalisme naissants. C'est le rôle imparti au statut du 26 février 1897 dont Patrick Mortal souligne les ambiguïtés (chap. 5). L'entre-deux-guerres et, plus encore, l'esprit de résistance font grandir l'influence du communisme dans les

manufactures – illustrée par l'accès de Charles Tillon au portefeuille de l'Armement de novembre 1945 à mai 1947 – et bouleversent le rapport de forces entre la République et ses travailleurs. Adopté en 1951 et révisé en 1967, le « statut des décrets salariaux » organise les Arsenaux jusqu'en 1989. Inscrits dans une hiérarchie affinée et ouverte à la promotion, les ouvriers de l'État régulateur entrent de plain-pied dans la société salariale qui s'épanouit alors en France.

- 5 Au-delà des transformations des systèmes techniques et de l'organisation institutionnelle, l'histoire de la production d'armes découle in fine de l'évolution de ce que Patrick Mortal désigne comme la « légitimité de l'autorité organisatrice ». Chaque époque impose ses compromis entre les besoins de l'État et les aspirations des ouvriers. À la légitimité du privilège et du monopole déployée sous l'Ancien Régime, succède la souveraineté du peuple, bientôt remplacée, à partir de 1819, par un régime de liberté, certes précaire, mais compensé par la garantie des revenus et des secours. Au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, la République fonde l'efficacité de la production en série sur la responsabilité collective des ouvriers qualifiés et négocie, après la Seconde Guerre mondiale, les conditions d'une promotion salariale. Chaque époque engendre aussi ses « utopies transformatrices », nées de la mobilisation des ateliers : espérance d'une démocratie des maîtres de boutique entre 1792 et 1795, socialisme associatif en 1848, pacifisme révolutionnaire et étatisation partielle de l'économie après 1918, engagements de la Résistance. Portées par les générations successives de l'élite militante des armuriers, ces utopies nourrissent la cohésion des organisations syndicales et politiques et tentent, non sans succès, de peser sur la détermination du rapport salarial et sur l'engagement de l'État dans la vie économique et sociale.
- 6 Une vingtaine de graphiques et de tableaux, de larges extraits de documents originaux, dont une dizaine d'inédits, un index des noms de personnes et une bibliographie dense ajoutent à la qualité et à l'érudition de l'ouvrage.

---

## AUTEURS

PHILIPPE DESTABLE

IRHIS - Université Lille-II